

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Sparks Eggs

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Il faudrait accorder un rabais sur la TPS pour aider les citoyens les plus pauvres à satisfaire leurs besoins. Les mesures de stimulation qui ne sont pas destinées aux gens démunis profitent de manière disproportionnée à des groupes qui ne les méritent pas.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

En Alberta, les entreprises ont beaucoup de mal à recruter des employés. Il faudrait subventionner les progrès en robotique et organiser des salons de l'emploi dans la région où est établie l'industrie automobile pour recruter des chômeurs dans l'Est du pays. Dans le cadre de la réforme de l'assurance-emploi, les employeurs qui sont obligés de recruter des travailleurs étrangers devraient avoir la possibilité de consulter le dossier de chaque demandeur de prestations d'A-E pour lui offrir éventuellement un emploi via le guichet d'emploi.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Reporter à 67 ans l'âge de la retraite aux termes du RPC (comme pour le programme de la SV). Toutefois, il faudrait accorder aux employés la possibilité d'utiliser leur REER pour « acheter » un petit coefficient de réduction en cas de retraite avant la date limite, c'est-à-dire accepter l'argent des REER pour l'octroi de prestations additionnelles. Cet argent ne devrait être versé dans le RPC qu'au moment de la retraite (autrement dit, chaque bénéficiaire assumerait sa part de risque sur l'investissement).

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Il est essentiel de subventionner le transport du gaz naturel par camions. En outre, il faudrait envisager la mise en place d'un plus grand nombre de stations de ravitaillement en gaz naturel. En ce qui concerne les installations de nutrition animale confinée et l'élimination du fumier, les lois provinciales sont trop variées. Le gouvernement fédéral devrait commander une étude sur la compétitivité de l'agriculture sous l'angle environnemental consistant à comparer la situation dans les États agricoles du Midwest avec celle du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. En Alberta, le NRCB nous a imposé une

réglementation excessive qui rend notre secteur agricole moins concurrentiel. Nous voulons obtenir des règlements équivalents à ceux des États-Unis ou une assistance ad hoc quand les coûts de cette réglementation sont supérieurs à ceux des producteurs américains. Sinon, c'est le consommateur canadien qui paiera la facture.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le problème du manque main-d'œuvre demeure préoccupant. Par ailleurs, le gouvernement fédéral devrait continuer à aider à la réalisation de projets d'infrastructure. TOUTES les entreprises au Canada utilisent les routes, le réseau ferroviaire, l'Internet, etc. Ces systèmes doivent donc être coulés dans le béton. J'ajouterai que le domaine financier doit lui aussi être coulé dans le béton. Il faudrait élargir notre programme d'assurance dépôt et obliger les banques à prélever un niveau de capital plus élevé pour en bénéficier. Ainsi, les déposants n'auraient pas à aller à l'étranger pour obtenir une garantie adéquate. Un montant de 100 000 \$ ne suffit pas. L'argent devrait être assuré jusqu'à 100 millions de dollars s'il est déposé dans une banque qui respecte les exigences de capitalisation les plus strictes, soit celles de l'accord de Bâle III. Il faudrait aussi encadrer légalement les transactions sous forme d'instruments dérivés. Le principe voulant que les cultivateurs ne puissent pas mettre à l'abri leurs avoirs dans des banques canadiennes sans payer des marges exorbitantes est absurde. Le gouvernement devrait faire en sorte que tous les entrepreneurs aient accès aux instruments financiers nécessaires pour pouvoir gérer les risques d'affaires de manière prudente. On a accordé aux banques canadiennes beaucoup trop de latitude (quoique moins que leurs homologues américains). Nous ne pouvons pas miser sur le plus bas dénominateur commun quand il s'agit de nos infrastructures financières.